

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

—
*Direction générale
des collectivités locales*

—
Sous-direction des finances locales
et de l'action économique

—
Bureau du financement
des transferts de compétences

Circulaire du 22 janvier 2008 relative à la compensation financière des transferts de compétences prévue, pour 2008, par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales : éléments définitifs votés dans le cadre de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008 ; loi n° 2007-1824 du 25 décembre 2007 de finances rectificative pour 2007

NOR : INTB0800012C

Pièces jointes : six annexes.

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets de département ; Messieurs les préfets de régions (métropole et DOM).

La présente circulaire :

- confirme les éléments figurant dans ma circulaire du 26 décembre 2007 s'agissant de la compensation financière, prévue par la loi de finances pour 2008, des transferts de compétences issus de la loi du 13 août 2004 ;
- présente les dispositions de la loi de finances rectificative pour 2007 ajustant la compensation financière des transferts de compétences prévues par la loi du 13 août 2004.

I. – LA LOI DE FINANCES POUR 2008

Par circulaire NOR/INT/B/07-00125/C du 26 décembre 2007, je vous communiquais les montants et les modalités de compensation des transferts de compétences effectués en application de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Ces montants figurant dans ma circulaire précitée du 26 décembre 2007 correspondent à ceux adoptés par le Parlement, aux articles 37 (compensation des transferts aux régions) et 38 (compensation des transferts aux départements) de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008.

Il convient toutefois de signaler, s'agissant du transfert des collèges à section binationale et internationale et de Font-Romeu, que le montant de la compensation, financé par de la dotation générale de décentralisation (DGD) est fixé à 3 524 639 € en 2008 et non à 3 833 458 € comme indiqué à tort dans ma circulaire du 26 décembre 2007.

De la même manière, ma circulaire du 26 décembre vous indiquait, s'agissant du transfert de l'organisation du réseau des centres de points d'information et de conseil sur la VAE, que les montants définitifs avaient du être rectifiés suite à une erreur d'indexation des dépenses et que cette modification n'interviendrait qu'à compter de 2008. S'il a en effet été décidé de ne pas procéder à la rectification négative sur les régions en 2006 (le transfert de la compétence étant pourtant intervenu en 2006), la correction est néanmoins intervenue dès 2007 et non 2008.

Par ailleurs, s'agissant de la compensation du transfert des personnels ayant exercé leur droit d'option entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 août 2007, il se peut que des droits d'option tardifs, adressés parfois directement à la collectivité territoriale, n'aient pas pu être comptabilisés. Ils seront bien évidemment pris en compte et les rectifications de compensation devant intervenir en conséquence se feront dès la plus prochaine loi de finances.

II. – LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2007

La loi de finances rectificative comporte deux types de mesures intéressant les collectivités territoriales :

- celles relatives à la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 ;
- celles relatives à la compensation de l'augmentation des charges liées au décret du 20 avril 2006 relatif à la formation des assistants maternels.

1. S'agissant de la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004

a) La loi de finances rectificative pour 2007 procède à des ajustements de compensation financière des transferts de compétences prévues par la loi du 13 août 2004

Afin de respecter le principe de concomitance des transferts et de leur compensation, principe constitutionnellement garanti, des crédits sont inscrits à titre provisionnel dans la loi de finances. Une fois arrêté le montant définitif des compensations, les ajustements sont faits dans la loi de finances rectificative la plus proche.

Les tableaux ci-joints (annexes 1 à 3) vous présentent pour chaque collectivité (départements, régions et régions d'outre-mer) les ajustements intervenus au titre de la LFR.

Dans ce cadre, la LFR procède aux ajustements intervenus sur le droit à compensation des collectivités territoriales au titre des compétences transférées en 2007. Elles visent ainsi à octroyer notamment à chaque collectivité le différentiel entre le droit définitif à compensation et ce montant provisionnel fixé par la loi de finances.

Ces ajustements concernent :

Les transferts des personnels TOS de l'éducation nationale :

- la compensation des rémunérations des personnels TOS de l'éducation nationale. L'ajustement a deux origines : un dénombrement imparfait des options exercées entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 août 2006 (+ 12 ETP pour les régions et - 10 ETP pour les départements) d'une part et l'effet de l'application des accords « Jacob » aux TOS transférés d'autre part (la refonte de la grille indiciaire de la catégorie C de la fonction publique est intervenue après l'évaluation du coût du transfert). La LFR procède au versement du différentiel entre le montant provisionnel inscrit en loi de finances pour 2007 et le montant définitif de la première vague d'option, soit + 3,413 M€ pour les départements et + 3,602 M€ pour les régions ;
- la compensation des rémunérations des personnels gestionnaires de TOS de l'éducation nationale. L'ajustement a deux origines : un dénombrement imparfait des options exercées entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 août 2006 d'une part et l'effet de l'application des accords « Jacob » aux TOS transférés d'autre part (la refonte de la grille indiciaire de la catégorie C de la fonction publique est intervenue après l'évaluation du coût du transfert). La LFR procède au versement du différentiel entre le montant provisionnel inscrit en loi de finances pour 2007 et le montant définitif de la première vague d'option, soit - 0,05 M€ pour les départements et - 0,2 M€ pour les régions ;
- la compensation des postes vacants de TOS devenus vacants au cours de l'exercice 2006. Les postes devenus vacants en 2006 ont été compensés en LFR 2006 sur la base du nombre de postes vacants pour chaque collectivité territoriale constatés au 15 septembre 2006, en tenant compte de la durée moyenne constatée de vacance. L'ajustement de la compensation prévue en LFR 2007 permet ainsi de compenser les postes devenus vacants entre septembre et décembre 2006. Pour les régions, une compensation de 6,2 M€ est prévue par la LFR ; pour les départements, elle est de 10,667 M€ ;
- la compensation des postes de TOS devenus vacants au cours de l'exercice 2007. La compensation a été calculée sur la base du nombre exact de postes vacants pour chaque collectivité territoriale constatés au 15 septembre 2007, en tenant compte de la durée moyenne constatée de vacance. La compensation définitive est prévue en loi de finances pour 2008 sur 12 mois de rémunération. Elle tient néanmoins compte du retour éventuel à compter de 2008 d'agents en situation interruptive d'activité sur ces postes vacants (qui seront alors compensés en 2009 en fonction de leur choix). A ce stade, la compensation provisoire est calculée sur la base du coût « en pied de corps » et intègre les taux de cotisations sociales des collectivités territoriales. Pour les régions, une compensation de 12,9 M€ est prévue par la LFR ; pour les départements, elle est de 12,333 M€ ;
- la compensation des frais de fonctionnement afférents aux postes de gestionnaires de TOS devenus vacants en 2006. Suite à la demande de la parité « élus » de la CCEC, et de façon dérogatoire par rapport à la compensation des postes vacants, il a été décidé que la compensation de chaque poste vacant de gestionnaire de TOS serait augmentée du forfait qui correspond aux frais de fonctionnement des services. Pour les régions, une compensation de 0,16 M€ est prévue par la LFR ; pour les départements, elle est de 0,9 M€.

Les transferts des personnels des personnels de l'équipement :

- la compensation des postes vacants de personnels devenus vacants entre le 1^{er} janvier/1^{er} avril 2007 et le 31 août 2007 (FSL, RD, RNIL). La compensation provisoire a été calculée sur la base du coût « en pied de corps » par macro-grade, primes et charges comprises, appliqués, vacance par vacance, au prorata de la période de vacance. La compensation définitive est prévue en loi de finances pour 2008 sur 12 mois de rémunération. Pour les départements, une compensation de 13,86 M€ est prévue par la LFR ; pour les régions d'outre-mer, elle est de 0,1 M€.

Les transferts des personnels des lycées agricoles :

- les agents non titulaires de droit public des lycées agricoles, les dépenses de fonctionnement et les emplois vacants. Le montant définitif de la compensation a été approuvé par la CCEC au cours de sa séance du 18 décembre 2007. La LFR procède au versement du différentiel entre le montant provisionnel et le montant définitif soit + 2,6 M€ pour les régions.

Les transferts des personnels des services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel :

- les agents non titulaires de droit public, les dépenses de fonctionnement et les emplois vacants. Le montant définitif de la compensation a été approuvé par la CCEC au cours de sa séance du 18 décembre 2007. La LFR procède au versement du différentiel entre le montant provisionnel et le montant définitif soit – 0,05 M€ pour les régions.

L'ensemble de ces ajustements a été consolidé en base par la LFI 2008 dans le droit à compensation de chaque département et chaque région. Le montant des compensations dû en 2007 à chaque région et à chaque département correspond donc à l'addition des compensations provisionnelles prévues par la LFI pour 2007 et aux ajustements prévus par la LFR pour 2007.

Outre ces ajustements de compensation, la LFR 2007 procède à des corrections d'erreur matérielle ayant minoré ou majoré à tort le droit à compensation de certains départements ou de certaines régions :

- le FARPI : une erreur d'imputation s'étant produite entre les dépenses d'internat et de restauration des lycées transférés à la région Franche-Comté et celles des collèges transférés au Territoire de Belfort, une reprise excessive a été effectuée en 2006 sur la compensation du département et une reprise insuffisante sur celles de la région. La LFR 2007 procède donc à la rectification des montants de reprise sur la région et du département au titre de 2007, la mesure ayant été consolidée en base dans la loi de finances pour 2008 ;
- la compensation des agents non titulaires de l'éducation nationale : une inversion s'est produite entre le montant de la compensation attribué au département de la Vienne et celui attribué au département de la Haute-Vienne. La LFR 2007 procède donc à la rectification des montants attribués aux deux départements au titre de 2007, la mesure ayant été consolidée en base dans la loi de finances pour 2008 ;
- l'AFPA : les montants provisoires qui figuraient dans ma circulaire du 23 novembre 2006 pour les régions ayant conventionné en 2007 avec l'AFPA ainsi que le montant définitif de compensation attribué à la région Centre en 2006 ont dû être rectifiés pour tenir compte d'une erreur d'indexation des dépenses. Le montant définitif de la compensation pour la région Centre a ainsi été ramené à 2 413 912 € par arrêté du 12 janvier 2007 et l'arrêté fixant le montant définitif de la compensation pour les régions ayant conventionné avec l'AFPA en 2007 vient être approuvé par la CCEC du 18 décembre 2007 pour un montant de 454,017 M€. La LFR 2007 procède donc aux rectifications des montants attribués aux régions au titre de 2007, la mesure ayant été consolidée en base dans la loi de finances pour 2008 ;
- la VAE : les montants définitifs qui figuraient dans ma circulaire du 23 novembre 2006 pour les régions ont dû être rectifiés pour tenir compte d'une erreur d'indexation des dépenses. Ces montants ont été approuvés par la CCEC et font l'objet de l'arrêté du 13 mai 2007. La LFR 2007 procède donc aux rectifications des montants attribués aux régions au titre de 2007, la mesure ayant été consolidée en base dans la loi de finances pour 2008 ;
- les conventions de restauration : le montant définitif qui figurait dans ma circulaire du 23 novembre 2006 pour le département de l'Indre a dû être rectifié pour tenir compte d'une erreur dans le montant des dépenses 2002 prises en compte pour le calcul du droit définitif à compensation. Le montant définitif de la compensation attribué au département de l'Indre a été approuvé par la CCEC lors de la séance du 11 décembre 2007. La LFR 2007 procède donc à la rectification du montant attribué au département au titre de 2007, la mesure ayant été consolidée en base dans la loi de finances pour 2008.

b) La loi de finances rectificative pour 2007 procède à des versements (non pérennes) de compensation financière au titre des transferts de compétences prévues par la loi du 13 août 2004

En premier lieu la LFR 2007 procède, au regard des ajustements de compensation liés à des erreurs matérielles, à des versements complémentaires de TIPP et de TSCA. Ces versements sont non pérennes puisqu'ils ont été rectifiés et intégrés en base en loi de finances pour 2008. Ces versements concernent :

- le FARPI : l'erreur d'imputation produite entre les dépenses d'internat et de restauration des lycées transférés à la région Franche-Comté et celles des collèges transférés au Territoire de Belfort a été corrigée en LFR 2007 et consolidée en base dans la loi de finances pour 2008. Néanmoins, le transfert de la compétence étant intervenu dès 2006, il a également été procédé à la rectification au titre de 2006. La LFR pour 2007 procède donc également à des reprises « en une seule fois » sur les montants attribués au Territoire de Belfort (+ 33 372 €) et à la région Franche-Comté (– 33 372 €), au titre de l'année 2006 ;
- l'AFPA : le montant définitif de compensation attribué à la région Centre en 2007 a dû être rectifié en LFR 2007 et consolidé en base dans la loi de finances pour 2008, afin de corriger une erreur d'indexation des dépenses. Néanmoins,

le transfert de la compétence étant intervenu dès 2006 pour la seule région Centre, il a également été procédé à la rectification au titre de 2006. La LFR pour 2007 procède donc également à une reprise « en une seule fois » sur le montant attribué à la région Centre (- 15 664 €) ;

- les conventions de restauration : le montant définitif de compensation attribué au département de l'Indre en 2007 a du être rectifiés en LFR. 2007 et consolidée en base dans la loi de finances pour 2008, afin de corriger l'erreur d'indexation des dépenses 2005. Néanmoins, le transfert de la compétence étant intervenu dès 2005, il a également été procédé à la rectification au titre de 2005 et 2006. La LFR pour 2007 procède donc également à un abondement « en une seule fois » sur le montant attribué au département de l'Indre (+ 21 082 €, soit 10 541 € x 2).

En second lieu, la LFR. 2007 procède à l'indemnisation des jours inscrits sur le compte épargne temps des agents transférés en 2007 dans le cadre de la loi du 13 août 2004.

Conformément à ce qui avait été acté par la CCEC lors de la séance du 6 avril 2006, le décompte des jours acquis par les agents transférés s'est effectué à la date de partition des services, sans préjudice du rythme de l'exercice du droit d'option. Ce décompte a donc été effectué au 1^{er} janvier 2007 pour les agents transférés en 2007, soit :

- les agents des services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel ;
- les agents des services de l'équipement.

Cette compensation n'est due qu'une seule fois pour chaque service transféré. Le tableau ci-joint (annexe IV) vous présente pour chaque collectivité (départements, régions et régions d'outre-mer) les montants de l'indemnisation des CET intervenus au titre de la LFR.

- c) La loi de finances rectificative pour 2007 procède également à un ajustement exceptionnel et provisoire de la compensation des aides versées aux étudiants des formations sanitaires

Comme cela vous a été indiqué dans ma circulaire du 26 décembre 2007, une mission conjointe IGA-IGAS-IGF a été diligentée fin juin 2007 afin notamment d'évaluer les dépenses 2005 et 2006 exposées par les régions en matière de bourses sanitaires au titre des nouvelles règles imposées par le décret du 3 mai 2005 qui a modifié les règles d'éligibilité aux bourses sanitaires.

Dans ce contexte, les réajustements définitifs éventuels seront prévus en LFR pour 2008 avec une inscription en base en loi de finances pour 2009. Toutefois, un complément provisionnel de compensation de 30 M€ est octroyé par la LFR pour 2007, afin d'alléger la charge de trésorerie supportée par les régions depuis le transfert de la compétence.

La LFR pour 2007 prévoit ainsi la répartition de cette provision au prorata pour chaque région de la compensation initiale des bourses sanitaires, fixée par arrêté du 6 avril 2006. Le tableau ci-joint (annexe V) vous présente pour chaque région le montant de la provision prévu par la LFR.

En tout état de cause, le montant ainsi attribué n'est qu'une provision versée au titre de la compensation complémentaire éventuelle que l'Etat versera aux régions. Les modalités de compensation des régions au titre de cette compétence seront réexaminées par la CCEC au 1^{er} semestre 2008, après la remise des conclusions de la mission d'inspection.

2. S'agissant de l'augmentation des charges liées au décret du 20 avril 2006 relatif à la formation des assistants maternels

La LFR pour 2007 procède, sous forme de TSCA, au versement d'une compensation provisionnelle aux départements au titre de la mise en œuvre du décret n° 2006-464 du 20 avril 2006 relatif à la formation des assistants maternels. Ce décret prévoit que les départements doivent, depuis le 1^{er} janvier 2007, organiser un volet supplémentaire de formation initiale obligatoire pour les assistants maternels (passé de 60 heures à 120 heures) et instaurer pour ces mêmes professionnels une formation d'initiation aux gestes de secourisme.

Or, en application de l'article L. 1614-2 du CGCT, « toute charge nouvelle incombant aux collectivités territoriales du fait de la modification par l'Etat, par voie réglementaire, des règles relatives à l'exercice des compétences est compensée ».

S'agissant de l'allongement de la durée de formation des assistants maternels, le calcul de la compensation provisoire s'est opéré dans les conditions suivantes :

a) La fixation du nombre prévisionnel d'assistants maternels qui vont être agréés par les départements à compter du 1^{er} janvier 2007 : elle est obtenue, pour chaque département, par la moyenne du nombre d'agrément des assistants maternels délivrés au cours des trois dernières années, soit 2004, 2005 et 2006, par les départements ;

b) La durée supplémentaire de formation initiale obligatoire des assistants maternels : cette durée est de 60 heures pour un assistant maternel agréé ;

c) Le coût horaire de référence : à partir du rapport entre le montant total des dépenses consacrées en 2004 par les départements à la formation initiale obligatoire des assistants maternels et le nombre d'heures de formation réalisées la même année, un coût moyen horaire égal à 6,47 € en valeur 2004 a été établi ; ce coût horaire a été actualisé à partir des indices des prix à la consommation hors tabac des années 2005 et 2006.

S'agissant de la formation d'initiation aux gestes de secourisme, le calcul de cette compensation s'est opéré dans les conditions suivantes :

a) La fixation du nombre prévisionnel d'assistants maternels qui vont être agréés par les départements à compter du 1^{er} janvier 2007 : ce nombre est identique à celui évalué pour la formation initiale obligatoire ;

b) La durée de la formation d'initiation aux gestes de secourisme pour les assistants maternels : cette durée est de 10 heures pour un assistant maternel agréé, par référence aux formations organisées par les organismes spécialisés (exemples : Croix-Rouge, Protection civile, etc.) ;

c) Le coût horaire de référence : à partir d'une étude des prix pratiqués auprès des organismes de formation spécialisés, un coût horaire égal à 7,5 € en valeur 2004 a été fixé ; ce coût horaire a été actualisé à partir des indices des prix à la consommation hors tabac des années 2005 et 2006.

Le tableau ci-joint (annexe VI) présente la compensation provisionnelle attribuée à chaque département. Dès que le montant définitif de la compensation sera connu, il sera procédé aux différentes régularisations avec une inscription en base dans la plus prochaine loi de finances.

*
* *

Mes services (mél : DGCL SDFLAE FL. 5 Secrétariat – tél. : 01.49.27.43.97) restent à votre disposition pour vous apporter tous les éléments d'information complémentaires qu'il vous paraîtra utile d'obtenir.

Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général
des collectivités locales,*
E. JOSSA

LISTE DES PIÈCES JOINTES

Annexe I : Les ajustements par la LFR 2006 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux régions.

Annexe II : Les ajustements par la LFR 2006 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux régions d'outre-mer.

Annexe III : Les ajustements par la LFR 2006 du montant de la compensation financière résultant des transferts de compétences aux départements.

Annexe IV : L'indemnisation des jours inscrits sur le compte épargne temps des agents transférés en 2007.

Annexe V : Les ajustements exceptionnels et provisoires de la compensation des aides versées aux étudiants de formations sanitaires.

Annexe VI : La compensation provisionnelle de l'accroissement des charges des départements dans le domaine de la formation des assistants maternels.

ANNEXE I

AJUSTEMENT DU MONTANT DE LA COMPENSATION FINANCIÈRE
RÉSULTANT DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES AUX RÉGIONS

RÉGIONS	AJUSTEMENT reprise FARPI	AJUSTEMENT transferts TOS + accords JACOB	AJUSTEMENT transferts GTOS	AJUSTEMENT TOS vacants	AJUSTEMENT GTOS vacants	FONCTIONNEMENT GTOS VACANTS	TOS vacants 2007	AJUSTEMENT action sociale ANT et titulaire ayant opté	AJUSTEMENT inventaire culturel	AJUSTEMENT VAE	AJUSTEMENT AFPA	AJUSTEMENT TOS agricoles (ANTf, emplois vacants et fonctionnement)	TOTAL LFR 2007
ALSACE		-2 710 €	3 644 €	174 529 €	54 569 €	17 147 €	188 750 €	23 €	-33 954 €	-70 €	73 880 €	52 025 €	527 832 €
AQUITAINE		204 288 €	1 124 €	362 743 €	24 804 €	7 482 €	622 022 €	6 €	-48 477 €	-153 €	-116 165 €	13 538 €	1 071 212 €
AUVERGNE		104 939 €	9 169 €	110 425 €	16 536 €	4 728 €	167 279 €	58 €	-59 146 €	-101 €	-11 767 €	286 748 €	608 839 €
BOURGOGNE		70 066 €	1 303 €	237 154 €	28 111 €	8 303 €	299 425 €	-20 €	56 127 €	-85 €	9 429 €	236 307 €	946 150 €
BRETAGNE		464 943 €	-53 154 €	282 202 €	42 167 €	12 862 €	392 908 €	-531 €	634 €	-22 €	-98 820 €	108 015 €	1 152 194 €
CENTRE		189 968 €	-28 202 €	147 319 €	0 €	0 €	661 045 €	-255 €	-3 521 €	-172 €	-15 664 €	89 193 €	1 039 702 €
CHAMPAGNE-ARDENNE		200 717 €	204 €	-122 708 €	8 268 €	2 403 €	315 855 €	1 €	6 889 €	-41 €	0 €	103 245 €	514 843 €
CORSE		9 144 €	-83 €	224 531 €	1 664 €	686 €	180 613 €	-14 €	0 €	0 €	0 €	2 258 €	418 788 €
FRANCHE-COMTE	-33 372 €	215 152 €	-240 €	317 082 €	0 €	0 €	465 433 €	-31 €	-3 347 €	-88 €	0 €	9 210 €	969 799 €
ILE-DE-FRANCE		-223 273 €	-82 702 €	1 452 666 €	28 938 €	14 872 €	2 592 308 €	-816 €	-116 036 €	-288 €	578 207 €	105 648 €	4 349 524 €
LANGUEDOC-ROUSSILLON		561 159 €	7 745 €	340 582 €	24 804 €	7 482 €	282 335 €	46 €	73 131 €	-4 €	-245 273 €	27 805 €	1 079 813 €
LIMOUSIN		41 168 €	-540 €	191 899 €	11 575 €	3 292 €	411 958 €	-3 €	64 376 €	0 €	110 631 €	142 142 €	976 498 €
LORRAINE		58 671 €	14 101 €	-248 932 €	0 €	0 €	793 957 €	76 €	-9 851 €	-113 €	0 €	57 748 €	665 657 €
MIDI-PYRENEES		237 452 €	-104 475 €	121 054 €	0 €	0 €	1 210 829 €	-924 €	-5 738 €	-131 €	0 €	213 856 €	1 671 923 €
NORD-PAS-DE-CALAIS		874 467 €	7 584 €	682 275 €	12 402 €	3 837 €	569 847 €	4 €	-41 653 €	-325 €	-260 824 €	59 526 €	1 907 240 €
BASSE-NORMANDIE		81 748 €	8 238 €	323 897 €	8 288 €	2 819 €	391 233 €	51 €	-29 813 €	-108 €	-119 643 €	220 886 €	887 596 €
HAUTE-NORMANDIE		207 846 €	1 409 €	361 355 €	16 536 €	5 222 €	544 114 €	9 €	-132 €	-53 €	-251 705 €	123 587 €	1 008 186 €
PAYS DE LA LOIRE		-218 434 €	461 €	532 636 €	4 134 €	1 254 €	474 959 €	-30 €	-2 756 €	-122 €	-120 465 €	358 361 €	1 029 997 €
PICARDIE		663 611 €	12 801 €	168 439 €	0 €	0 €	404 844 €	79 €	12 481 €	-59 €	39 022 €	117 148 €	1 418 367 €
POITOU-CHARENTES		374 829 €	2 097 €	403 131 €	5 788 €	1 619 €	360 355 €	13 €	-5 780 €	-155 €	-131 806 €	5 663 €	1 015 754 €
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR		-669 708 €	4 550 €	560 274 €	103 350 €	39 626 €	303 303 €	28 €	44 846 €	-220 €	627 632 €	226 288 €	1 239 949 €
RHONE-ALPES		-259 648 €	-11 180 €	661 915 €	41 340 €	12 860 €	671 010 €	-133 €	24 274 €	-139 €	-290 043 €	56 322 €	906 579 €
TOTAL METROPOLE	-33 372 €	3 186 307 €	-206 127 €	7 284 488 €	433 243 €	146 592 €	12 304 385 €	-2 363 €	-77 435 €	-2 449 €	-223 372 €	2 596 501 €	25 406 447 €

ANNEXE II

AJUSTEMENT DE LA COMPENSATION FINANCIÈRE RÉSULTANT
DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES AUX RÉGIONS D'OUTRE-MER

RÉGIONS	AJUSTEMENT transferts TOS + accords JACOB	AJUSTEMENT TOS vacants	AJUSTEMENT GTOS vacants et fonctionnement GTOS vacants	TOS vacants 2007	AJUSTEMENT inventaire culturel	AJUSTEMENT VAE	AJUSTEMENT TOS agricoles (ANT, emplois vacants et fonctionnement)	AJUSTEMENT postes vacants DDE	TOTAL ajustement LFR 07
GUADELOUPE	1 407 €	61 633 €	12 725 €	84 787 €	-1 069 €	-38 €	45 323 €	109 479 €	314 247 €
MARTINIQUE	4 004 €	60 007 €	0 €	162 352 €	20 866 €	-132 €	945 €	14 048 €	262 090 €
GUYANE	25 616 €	-30 428 €	0 €	37 657 €	-1 103 €	-30 €	0 €	0 €	31 712 €
REUNION	384 709 €	-1 155 036 €	11 451 €	304 324 €	5 612 €	-208 €	945 €	0 €	-448 201 €
<i>TOTAL OUTRE-MER</i>	<i>415 736 €</i>	<i>-1 063 824 €</i>	<i>24 176 €</i>	<i>589 120 €</i>	<i>24 307 €</i>	<i>-408 €</i>	<i>47 214 €</i>	<i>123 527 €</i>	<i>159 847 €</i>

ANNEXE III

AJUSTEMENT DE LA COMPENSATION FINANCIÈRE RÉSULTANT DES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES AUX DÉPARTEMENTS

DÉPARTEMENTS	AJUSTEMENT Convention de restauration	AJUSTEMENT FARPI	CORRECTIONS agents non titulaires 2006	AJUSTEMENT TOS	AJUSTEMENT GTOS	AJUSTEMENT TOS vacants	AJUSTEMENT action sociale ANT et titulaire ayant opté	AJUSTEMENT GTOS vacants fonctionnement	AJUSTEMENT dépenses de fonctionnement	TOS vacants 2007	POSTES vacants DDE	TOTAL ajustement LFR 2007
01 AIN				97 801 €	-4 039 €	63 132 €	-39 €	8 268 €	2 533 €	48 919 €	230 935 €	447 510 €
02 AISNE				82 948 €	2 040 €	158 379 €	13 €	0 €	0 €	93 088 €	145 407 €	482 875 €
03 ALLIER				210 248 €	1 454 €	146 236 €	9 €	0 €	0 €	80 323 €	189 888 €	628 159 €
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE				70 426 €	0 €	5 423 €	0 €	8 268 €	2 871 €	62 231 €	167 720 €	316 938 €
05 HAUTES-ALPES				3 428 €	0 €	-35 291 €	0 €	4 134 €	1 436 €	41 491 €	146 575 €	161 773 €
06 ALPES-MARITIMES				-117 223 €	926 €	5 996 €	6 €	8 268 €	3 170 €	116 489 €	166 819 €	184 449 €
07 ARDÈCHE				-125 094 €	0 €	19 471 €	0 €	8 881 €	2 701 €	18 937 €	259 175 €	183 871 €
08 ARDENNES				26 108 €	0 €	203 595 €	0 €	15 213 €	4 422 €	76 885 €	131 809 €	458 032 €
09 ARIÈGE				236 930 €	0 €	-23 166 €	0 €	1 904 €	671 €	35 166 €	25 603 €	277 188 €
10 AUBE				33 365 €	0 €	34 129 €	0 €	7 276 €	2 114 €	119 295 €	333 529 €	529 708 €
11 AUDE				67 126 €	1 857 €	118 152 €	11 €	4 134 €	1 248 €	38 613 €	190 717 €	421 856 €
12 AVEYRON				66 346 €	0 €	58 413 €	0 €	8 268 €	2 793 €	124 335 €	211 050 €	471 205 €
13 BOUCHES-DU-RHONE				25 518 €	0 €	178 439 €	0 €	66 144 €	22 968 €	189 933 €	141 169 €	624 171 €
14 CALVADOS				91 898 €	-1 713 €	368 667 €	-18 €	0 €	0 €	160 006 €	164 571 €	784 411 €
15 CANTAL				199 982 €	1 454 €	797 €	9 €	0 €	0 €	58 330 €	135 667 €	396 240 €
16 CHARENTE				67 320 €	0 €	-244 €	0 €	8 268 €	2 312 €	89 239 €	236 628 €	403 523 €
17 CHARENTE-MARITIME				12 155 €	0 €	121 863 €	0 €	16 536 €	4 624 €	169 013 €	282 380 €	606 571 €
18 CHER				401 671 €	0 €	94 879 €	0 €	17 859 €	5 668 €	32 939 €	128 506 €	681 522 €
19 CORREZE				-65 364 €	2 041 €	28 572 €	13 €	0 €	0 €	160 618 €	83 771 €	209 650 €
2A CORSE-DU-SUD				0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 500 €	35 500 €
2B HAUTE-CORSE				0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	83 868 €	83 868 €
21 COTE-D'OR				304 703 €	580 €	186 882 €	-4 €	5 374 €	1 587 €	149 686 €	273 085 €	921 894 €
22 COTES-D'ARMOR				90 179 €	2 047 €	92 211 €	13 €	18 190 €	5 544 €	150 543 €	40 724 €	399 450 €
23 CREUSE				12 076 €	0 €	46 636 €	0 €	8 268 €	2 351 €	98 223 €	118 492 €	286 246 €
24 DORDOGNE				73 162 €	0 €	10 670 €	0 €	16 536 €	4 988 €	91 306 €	72 585 €	269 246 €
25 DOUBS				-65 531 €	-52 €	175 626 €	0 €	0 €	0 €	125 689 €	98 178 €	333 910 €
26 DRÔME				-179 657 €	0 €	5 348 €	0 €	10 914 €	3 395 €	110 470 €	76 395 €	26 864 €
27 EURE				96 227 €	0 €	120 293 €	0 €	16 536 €	5 222 €	83 571 €	163 226 €	485 075 €

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DÉPARTEMENTS	AJUSTEMENT Convention de restauration	AJUSTEMENT FARPI	CORRECTIONS agents non titulaires 2006	AJUSTEMENT TOS	AJUSTEMENT GTOS	AJUSTEMENT TOS vacants	AJUSTEMENT action sociale ANI et titulaire ayant opté	AJUSTEMENT GTOS vacants fonctionnement	AJUSTEMENT dépenses de fonctionnement	TOS vacants 2007	POSTES vacants DDE	TOTAL ajustement LFR 2007
28		91 239 €	0 €	0 €	0 €	94 097 €	0 €	13 229 €	4 198 €	144 309 €	131 616 €	478 689 €
29		33 125 €	920 €	920 €	920 €	107 732 €	6 €	33 899 €	10 332 €	108 752 €	90 860 €	385 626 €
30		-49 226 €	1 857 €	1 857 €	1 857 €	113 237 €	11 €	16 536 €	4 988 €	84 348 €	51 734 €	223 485 €
31		129 921 €	65 275 €	65 275 €	65 275 €	143 481 €	594 €	8 268 €	2 793 €	457 688 €	249 876 €	1 057 895 €
32		120 481 €	0 €	0 €	0 €	23 976 €	0 €	4 134 €	1 397 €	69 578 €	159 199 €	378 786 €
33		6 214 €	406 €	406 €	406 €	97 758 €	2 €	8 268 €	2 494 €	357 393 €	222 038 €	694 573 €
34		-91 595 €	2 588 €	2 588 €	2 588 €	180 326 €	16 €	16 536 €	4 988 €	143 404 €	245 495 €	501 759 €
35		-54 787 €	4 094 €	4 094 €	4 094 €	68 874 €	26 €	11 575 €	3 528 €	24 430 €	149 180 €	206 920 €
36	10 541 €	66 229 €	0 €	0 €	0 €	24 451 €	0 €	8 268 €	2 624 €	122 330 €	141 271 €	375 714 €
37		143 885 €	-1 114 €	-1 114 €	-1 114 €	99 197 €	9 €	4 134 €	1 313 €	76 867 €	168 420 €	492 710 €
38		-398 356 €	0 €	0 €	0 €	377 191 €	0 €	33 072 €	10 288 €	224 055 €	468 663 €	714 914 €
39		11 166 €	-52 €	-52 €	-52 €	56 979 €	0 €	0 €	0 €	92 690 €	65 874 €	226 657 €
40		932 €	1 329 €	1 329 €	1 329 €	17 194 €	8 €	0 €	0 €	48 775 €	110 988 €	179 225 €
41		49 596 €	0 €	0 €	0 €	23 336 €	0 €	9 591 €	3 044 €	58 033 €	101 033 €	244 634 €
42		97 856 €	-4 139 €	-4 139 €	-4 139 €	104 359 €	-37 €	2 400 €	760 €	135 778 €	78 649 €	415 706 €
43		85 100 €	0 €	0 €	0 €	-17 961 €	0 €	0 €	0 €	15 748 €	182 850 €	265 737 €
44		-101 389 €	-34 510 €	-34 510 €	-34 510 €	47 250 €	-291 €	8 268 €	2 507 €	47 772 €	100 081 €	69 688 €
45		362 452 €	1 416 €	1 416 €	1 416 €	131 702 €	9 €	1 736 €	551 €	127 089 €	192 789 €	817 744 €
46		84 931 €	612 €	612 €	612 €	9 921 €	4 €	0 €	0 €	120 375 €	124 259 €	340 101 €
47		50 855 €	-4 033 €	-4 033 €	-4 033 €	168 €	-37 €	0 €	0 €	70 851 €	150 265 €	268 070 €
48		41 253 €	0 €	0 €	0 €	652 €	0 €	4 134 €	1 248 €	43 312 €	50 942 €	141 541 €
49		-59 261 €	0 €	0 €	0 €	44 028 €	0 €	18 190 €	5 515 €	89 928 €	126 736 €	225 136 €
50		-4 601 €	0 €	0 €	0 €	293 954 €	0 €	16 536 €	5 638 €	111 150 €	279 158 €	701 835 €
51		15 626 €	-5 487 €	-5 487 €	-5 487 €	-70 739 €	-45 €	8 268 €	2 403 €	89 405 €	107 353 €	146 783 €
52		29 067 €	0 €	0 €	0 €	-22 177 €	0 €	4 547 €	1 321 €	6 276 €	120 245 €	139 280 €
53		10 321 €	0 €	0 €	0 €	48 241 €	0 €	4 134 €	1 294 €	50 577 €	154 868 €	269 396 €
54		257 819 €	3 201 €	3 201 €	3 201 €	210 733 €	19 €	0 €	0 €	149 428 €	139 228 €	760 429 €
55		-21 926 €	0 €	0 €	0 €	-15 860 €	0 €	8 268 €	2 364 €	89 649 €	163 477 €	225 972 €
56		6 698 €	3 174 €	3 174 €	3 174 €	109 591 €	20 €	0 €	0 €	63 041 €	160 588 €	343 112 €
57		42 200 €	-2 226 €	-2 226 €	-2 226 €	49 156 €	-27 €	18 190 €	5 200 €	332 035 €	124 747 €	569 275 €
58		-21 225 €	1 217 €	1 217 €	1 217 €	24 125 €	8 €	5 953 €	1 798 €	79 135 €	145 157 €	236 128 €

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DÉPARTEMENTS	AJUSTEMENT Convention de restauration	AJUSTEMENT FARP1	CORRECTIONS agents non titulaires 2006	AJUSTEMENT TOS	AJUSTEMENT GTOS	AJUSTEMENT TOS vacants	AJUSTEMENT action sociale ANT et titulaire ayant opté	AJUSTEMENT GTOS vacants fonctionnement	AJUSTEMENT dépenses de fonctionnement	TOS vacants 2007	POSTES vacants DDE	TOTAL ajustement LFR 2007
59	NORD	36 424 €		2 474 €	583 262 €	-6 €	7 441 €	2 381 €	294 995 €	219 654 €	1 146 606 €	
60	OISE	185 476 €		4 390 €	291 185 €	27 €	0 €	0 €	136 199 €	132 512 €	749 790 €	
61	ORNE	52 031 €		926 €	47 621 €	6 €	6 366 €	2 171 €	44 934 €	59 914 €	213 969 €	
62	PAS-DE-CALAIS	152 814 €		-2 073 €	461 904 €	-26 €	44 647 €	14 170 €	230 071 €	193 865 €	1 095 372 €	
63	PUY-DE-DÔME	57 115 €		1 568 €	169 506 €	9 €	0 €	0 €	195 333 €	110 954 €	534 485 €	
64	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	44 537 €		0 €	29 480 €	0 €	16 536 €	4 988 €	143 178 €	130 441 €	369 160 €	
65	HAUTES-PYRÉNÉES	232 922 €		437 €	86 €	3 €	0 €	0 €	84 397 €	87 573 €	405 418 €	
66	PYRÉNÉES-ORIENTALES	-15 697 €		0 €	87 434 €	0 €	8 268 €	2 494 €	37 054 €	27 187 €	146 740 €	
67	BAS-RHIN	41 508 €		892 €	150 435 €	-8 €	1 654 €	519 €	188 625 €	214 612 €	598 237 €	
68	HAUT-RHIN	-147 230 €		0 €	90 689 €	0 €	28 111 €	8 833 €	37 723 €	99 989 €	118 116 €	
69	RHÔNE	5 671 €		-104 €	304 996 €	-1 €	16 536 €	5 066 €	176 766 €	101 554 €	610 484 €	
70	HAUTE-SAÔNE	31 515 €		0 €	117 384 €	0 €	8 268 €	2 169 €	89 535 €	127 881 €	376 752 €	
71	SAÔNE-ET-LOIRE	70 645 €		4 409 €	95 155 €	28 €	4 96 €	146 €	79 905 €	192 395 €	443 179 €	
72	SARTHE	71 726 €		0 €	113 757 €	0 €	16 536 €	5 014 €	61 804 €	113 554 €	382 391 €	
73	SAVOIE	-358 835 €		0 €	555 €	0 €	15 130 €	4 706 €	89 935 €	228 740 €	-19 768 €	
74	HAUTE-SAVOIE	-406 480 €		0 €	6 812 €	0 €	21 497 €	6 687 €	11 046 €	241 901 €	-118 537 €	
75	PARIS	-22 148 €		1 749 €	349 059 €	10 €	0 €	0 €	47 622 €	0 €	376 292 €	
76	SEINE-MARTIME	159 186 €		835 €	158 959 €	-149 €	24 804 €	7 833 €	257 823 €	222 804 €	830 095 €	
77	SEINE-ET-MARNE	-221 685 €		695 €	261 751 €	145 €	4 134 €	1 794 €	17 349 €	132 166 €	196 349 €	
78	VELINES	-37 199 €		-30 997 €	464 319 €	-280 €	8 268 €	3 417 €	369 513 €	123 695 €	900 797 €	
79	DEUX-SÈVRES	73 883 €		0 €	163 894 €	0 €	10 748 €	3 006 €	26 596 €	130 921 €	409 048 €	
80	SOMME	-13 030 €		2 666 €	47 209 €	17 €	0 €	0 €	55 584 €	114 643 €	207 089 €	
81	TARN	-80 529 €		612 €	47 138 €	4 €	4 134 €	1 397 €	95 375 €	168 936 €	237 067 €	
82	TARN-ET-GARONNE	-7 429 €		437 €	-20 419 €	3 €	0 €	0 €	164 177 €	131 964 €	268 734 €	
83	VAR	103 966 €		-28 987 €	29 209 €	-258 €	0 €	0 €	111 723 €	113 962 €	329 614 €	
84	VAUCLUSE	38 187 €		0 €	124 614 €	0 €	16 536 €	5 742 €	143 609 €	83 342 €	412 030 €	
85	VENDÉE	-22 320 €		0 €	2 103 €	0 €	8 268 €	2 507 €	67 446 €	258 472 €	316 475 €	
86	VIENNE	29 273 €	-107 823 €	0 €	24 225 €	0 €	8 268 €	2 312 €	68 834 €	168 729 €	193 819 €	
87	HAUTE-VIENNE	38 993 €	107 823 €	2 041 €	28 618 €	13 €	0 €	0 €	249 808 €	194 272 €	621 568 €	
88	VOSSGES	-21 312 €		1 397 €	47 982 €	9 €	4 134 €	1 183 €	168 304 €	55 420 €	257 116 €	
89	YONNE	70 496 €		2 299 €	71 692 €	14 €	4 465 €	1 319 €	48 563 €	88 643 €	287 511 €	

DÉPARTEMENTS	AJUSTEMENT Convention de restauration	AJUSTEMENT FARP1	CORRECTIONS agents non titulaires 2006	AJUSTEMENT TOS	AJUSTEMENT GTOS	AJUSTEMENT TOS vacants	AJUSTEMENT action sociale ANT et titulaire ayant opté	AJUSTEMENT GTOS vacants fonctionnement	AJUSTEMENT dépenses de fonctionnement	TOS vacants 2007	POSTES vacants DDE	TOTAL ajustement LFR 2007
90 TERRITOIRE DE BELFORT		33 372 €		12 231 €	0 €	446 €	0 €	10 748 €	2 820 €	34 551 €	40 450 €	134 617 €
91 ESSONNE				-68 058 €	-30 324 €	180 445 €	-276 €	8 268 €	3 417 €	165 868 €	48 830 €	308 190 €
92 HAUTS-DE-SEINE				-28 589 €	-29 942 €	247 934 €	-261 €	16 536 €	6 834 €	224 976 €	80 495 €	517 975 €
93 SEINE-SAINT-DENIS				-41 559 €	-3 737 €	390 483 €	-34 €	16 536 €	7 172 €	169 124 €	0 €	537 995 €
94 VAL-DE-MARNE				-37 175 €	2 318 €	103 314 €	13 €	8 268 €	3 586 €	198 704 €	119 985 €	398 983 €
95 VAL-D'OISE				-4 686 €	1 742 €	206 795 €	10 €	8 268 €	3 417 €	486 099 €	65 971 €	767 606 €
TOTAL METROPOLE	10 541 €	33 372 €	0 €	2 625 969 €	-53 092 €	10 040 322 €	-684 €	881 203 €	282 202 €	11 232 730 €	13 719 018 €	38 770 579 €
971 GUADELOUPE				-20 348 €	0 €	60 886 €		8 268 €	4 457 €	183 656 €	46 619 €	283 538 €
972 MARTINIQUE				2 361 €	0 €	92 202 €		0 €	0 €	314 284 €	23 227 €	432 074 €
973 GUYANE				60 056 €	0 €	-4 922 €		0 €	0 €	288 046 €	0 €	343 179 €
974 RÉUNION				745 245 €	0 €	479 316 €		24 804 €	9 549 €	315 044 €	72 841 €	1 646 799 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	787 313 €	0 €	627 482 €	0 €	33 072 €	14 006 €	1 101 030 €	142 687 €	2 705 590 €
TOTAL	10 541 €	33 372 €	0 €	3 413 281 €	-53 092 €	10 667 804 €	-684 €	914 275 €	296 208 €	12 333 760 €	13 860 705 €	41 476 169 €

ANNEXE IV

RÉPARTITION ENTRE LES RÉGIONS DE L'INDEMNISATION DES JOURS INSCRITS
SUR LE COMPTE ÉPARGNE TEMPS DES AGENTS TRANSFÉRÉS EN 2007

DÉPARTEMENTS	CET DES AGENTS DES DDE
AIN	5 441 €
AISNE	25 649 €
ALLIER	3 314 €
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	47 450 €
HAUTES-ALPES	49 599 €
ALPES-MARITIMES	55 978 €
ARDÈCHE	60 983 €
ARDENNES	20 480 €
ARIÈGE	9 284 €
AUBE	41 869 €
AUDE	0 €
AVEYRON	9 357 €
BOUCHES-DU-RHONE	89 294 €
CALVADOS	10 452 €
CANTAL	37 669 €
CHARENTE	4 461 €
CHARENTE-MARITIME	66 958 €
CHER	5 160 €
CORRÈZE	50 626 €
CORSE-DU-SUD	47 975 €
HAUTE-CORSE	29 026 €
COTE-D'OR	70 043 €
COTES-D'ARMOR	15 043 €
CREUSE	26 203 €
DORDOGNE	17 052 €
DOUBS	47 170 €
DRÔME	78 493 €
EURE	1 727 €
EURE-ET-LOIR	1 065 €
FINISTÈRE	36 276 €
GARD	54 522 €
HAUTE-GARONNE	39 766 €
GERS	4 018 €
GIRONDE	642 062 €
HÉRAULT	22 026 €

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DÉPARTEMENTS	CET DES AGENTS DES DDE
ILLE-ET-VILAINE	55 185 €
INDRE	34 548 €
INDRE-ET-LOIRE	7 395 €
ISÈRE	108 942 €
JURA	32 625 €
LANDES	31 947 €
LOIR-ET-CHER	31 699 €
LOIRE	49 154 €
HAUTE-LOIRE	33 334 €
LOIRE-ATLANTIQUE	39 136 €
LOIRET	11 948 €
LOT	4 377 €
LOT-ET-GARONNE	37 152 €
LOZÈRE	22 989 €
MAINE-ET-LOIRE	32 093 €
MANCHE	7 319 €
MARNE	11 703 €
HAUTE-MARNE	21 897 €
MAYENNE	4 581 €
MEURTHE-ET-MOSELLE	76 368 €
MEUSE	27 650 €
MORBIHAN	45 979 €
MOSELLE	27 622 €
NIÈVRE	1 387 €
NORD	78 558 €
OISE	20 350 €
ORNE	26 097 €
PAS-DE-CALAIS	20 600 €
PUY-DE-DÔME	21 397 €
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	25 617 €
HAUTES-PYRÉNÉES	12 260 €
PYRÉNÉES-ORIENTALES	18 354 €
BAS-RHIN	22 987 €
HAUT-RHIN	21 135 €
RHÔNE	746 €
HAUTE-SAÔNE	11 471 €
SAÔNE-ET-LOIRE	26 496 €
SARTHE	27 069 €
SAVOIE	62 760 €

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DÉPARTEMENTS	CET DES AGENTS DES DDE
HAUTE-SAVOIE	60 208 €
PARIS	0 €
SEINE-MARITIME	17 050 €
SEINE-ET-MARNE	41 131 €
YVELINES	36 160 €
DEUX-SÈVRES	3 089 €
SOMME	16 682 €
TARN	31 151 €
TARN-ET-GARONNE	17 553 €
VAR	63 476 €
VAUCLUSE	26 734 €
VENDÉE	64 814 €
VIENNE	1 065 €
HAUTE-VIENNE	5 830 €
VOSGES	36 679 €
YONNE	2 998 €
TERRITOIRE DE BELFORT	1 278 €
ESSONNE	11 026 €
HAUTS-DE-SEINE	58 362 €
SEINE-SAINT-DENIS	0 €
VAL-DE-MARNE	45 549 €
VAL-D'OISE	14 558 €
<i>TOTAL MÉTROPOLE</i>	<i>3 434 809 €</i>
GUADELOUPE	48 578 €
MARTINIQUE	0 €
GUYANE	0 €
RÉUNION	172 587 €
<i>TOTAL OUTRE-MER</i>	<i>221 165 €</i>
<i>TOTAL GLOBAL (MÉTROPOLE + OUTRE-MER)</i>	<i>3 655 974 €</i>

ANNEXE V

AJUSTEMENT EXCEPTIONNEL ET PROVISoire DE LA COMPENSATION DES AIDES
VERSÉES AUX ÉTUDIANTS DE FORMATIONS SANITAIRES

RÉGIONS	BOURSES SANITAIRES (2005-2006-2007)
ALSACE	786 964 €
AQUITAINE	1 350 602 €
AUVERGNE	724 268 €
BOURGOGNE	662 270 €
BRETAGNE	1 021 899 €
CENTRE	951 751 €
CHAMPAGNE-ARDENNE	654 602 €
CORSE	100 917 €
FRANCHE-COMTÉ	646 060 €
ILE-DE-FRANCE	6 276 385 €
LANGUEDOC-ROUSSILLON	984 995 €
LIMOUSIN	454 199 €
LORRAINE	1 203 309 €
MIDI-PYRÉNÉES	910 669 €
NORD – PAS-DE-CALAIS	2 867 960 €
BASSE-NORMANDIE	762 743 €
HAUTE-NORMANDIE	768 288 €
PAYS DE LA LOIRE	970 661 €
PICARDIE	1 256 895 €
POITOU-CHARENTES	477 686 €
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	2 504 045 €
RHONE-ALPES	3 044 221 €
<i>TOTAL MÉTROPOLE</i>	<i>29 381 390 €</i>
GUADELOUPE	170 101 €
MARTINIQUE	99 890 €
GUYANE	23 984 €
RÉUNION	324 635 €
<i>TOTAL OUTRE-MER</i>	<i>618 610 €</i>
TOTAL MÉTROPOLE + OUTRE-MER	30 000 000 €

ANNEXE VI

DROIT À COMPENSATION PROVISIONNEL RÉSULTANT POUR LES DÉPARTEMENTS DE L'ACCROISSEMENT DE LEURS CHARGES
DANS LE DOMAINE DE LA FORMATION DES ASSISTANTS MATERNELS

DÉPARTEMENT	COMPENSATION PROVISIONNELLE au titre de la formation initiale obligatoire	COMPENSATION PROVISIONNELLE au titre la formation d'initiation aux gestes de secourisme	MONTANT TOTAL du droit à compensation provisionnel
AIN	294 999 €	56 994 €	351 992 €
AISNE	228 416 €	44 130 €	272 546 €
ALLIER	66 180 €	12 786 €	78 967 €
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	21 971 €	4 245 €	26 216 €
HAUTES-ALPES	24 114 €	4 659 €	28 773 €
ALPES-MARITIMES	139 461 €	26 944 €	166 405 €
ARDÈCHE	74 085 €	14 313 €	88 398 €
ARDENNES	69 664 €	13 459 €	83 123 €
ARIÈGE	31 349 €	6 057 €	37 405 €
AUBE	58 276 €	11 259 €	69 535 €
AUDE	75 156 €	14 520 €	89 677 €
AVEYRON	57 606 €	11 130 €	68 736 €
BOUCHES-DU-RHÔNE	197 872 €	38 229 €	236 100 €
CALVADOS	236 455 €	45 683 €	282 137 €
CANTAL	55 597 €	10 741 €	66 338 €
CHARENTE	75 826 €	14 650 €	90 476 €
CHARENTE-MARITIME	281 066 €	54 302 €	335 368 €
CHER	109 854 €	21 224 €	131 078 €
CORRÈZE	41 798 €	8 075 €	49 874 €
CORSE-DU-SUD	20 899 €	4 038 €	24 937 €
HAUTE-CORSE	21 569 €	4 167 €	25 736 €
CÔTE-D'OR	216 895 €	41 904 €	258 799 €
CÔTES-D'ARMOR	206 580 €	39 911 €	246 491 €
CREUSE	23 846 €	4 607 €	28 454 €
DORDOGNE	82 391 €	15 918 €	98 309 €
DOUBS	181 795 €	35 123 €	216 918 €
DRÔME	91 768 €	17 730 €	109 498 €
EURE	200 953 €	38 824 €	239 777 €
EURE-ET-LOIRE	145 892 €	28 186 €	174 078 €
FINISTÈRE	173 221 €	33 466 €	206 688 €
GARD	112 534 €	21 741 €	134 275 €
HAUTE-GARONNE	338 941 €	65 483 €	404 424 €
GERS	42 736 €	8 257 €	50 993 €
GIRONDE	430 173 €	83 109 €	513 282 €
HÉRAULT	196 800 €	38 022 €	234 821 €
ILLE-ET-VILAINE	255 880 €	49 436 €	305 316 €

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

INDRE	67 788 €	13 097 €	80 885 €
INDRE-ET-LOIRE	247 038 €	47 728 €	294 766 €
ISÈRE	164 379 €	31 758 €	196 137 €
JURA	95 386 €	18 428 €	113 814 €
LANDES	73 549 €	14 210 €	87 758 €
LOIR-ET-CHER	128 744 €	24 873 €	153 617 €
LOIRE	172 418 €	33 311 €	205 729 €
HAUTE-LOIRE	40 191 €	7 765 €	47 955 €
LOIRE-ATLANTIQUE	513 636 €	99 234 €	612 870 €
LOIRET	166 657 €	32 198 €	198 855 €
LOT	24 114 €	4 659 €	28 773 €
LOT-ET-GARONNE	83 328 €	16 099 €	99 427 €
LOZÈRE	7 368 €	1 424 €	8 792 €
MAINE-ET-LOIRE	281 334 €	54 354 €	335 688 €
MANCHE	173 623 €	33 544 €	207 167 €
MARNE	150 179 €	29 014 €	179 193 €
HAUTE-MARNE	82 123 €	15 866 €	97 989 €
MAYENNE	75 826 €	14 650 €	90 476 €
MEURTHE-ET-MOSELLE	171 212 €	33 078 €	204 290 €
MEUSE	61 492 €	11 880 €	73 372 €
MORBIHAN	136 112 €	26 297 €	162 409 €
MOSELLE	336 127 €	64 940 €	401 067 €
NIÈVRE	46 755 €	9 033 €	55 788 €
NORD	662 207 €	127 938 €	790 145 €
OISE	121 510 €	23 476 €	144 985 €
ORNE	71 137 €	13 744 €	84 881 €
PAS-DE-CALAIS	142 275 €	27 487 €	169 762 €
PUY-DE-DÔME	63 769 €	12 320 €	76 089 €
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	140 399 €	27 125 €	167 524 €
HAUTES-PYRÉNÉES	27 196 €	5 254 €	32 450 €
PYRÉNÉES-ORIENTALES	44 076 €	8 515 €	52 591 €
BAS-RHIN	121 911 €	23 553 €	145 465 €
HAUT-RHIN	158 217 €	30 567 €	188 784 €
RHÔNE	488 851 €	94 446 €	583 297 €
HAUTE-SAÔNE	106 505 €	20 577 €	127 082 €
SAÔNE-ET-LOIRE	176 035 €	34 010 €	210 045 €
SARTHE	196 130 €	37 892 €	234 022 €
SAVOIE	59 616 €	11 518 €	71 134 €
HAUTE-SAVOIE	90 831 €	17 548 €	108 379 €
PARIS	92 572 €	17 885 €	110 457 €
SEINE-MARITIME	267 669 €	51 714 €	319 383 €
SEINE-ET-MARNE	267 267 €	51 636 €	318 903 €
YVELINES	286 827 €	55 415 €	342 242 €

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DEUX-SÈVRES	99 807 €	19 283 €	119 089 €
SOMME	148 973 €	28 782 €	177 755 €
TARN	35 100 €	6 781 €	41 881 €
TARN-ET-GARONNE	30 411 €	5 875 €	36 286 €
VAR	142 811 €	27 591 €	170 401 €
VAUCLUSE	87 883 €	16 979 €	104 862 €
VENDÉE	236 856 €	45 761 €	282 617 €
VIENNE	120 706 €	23 320 €	144 026 €
HAUTE-VIENNE	114 677 €	22 156 €	136 833 €
VOSGES	104 629 €	20 214 €	124 844 €
YONNE	93 242 €	18 014 €	111 256 €
TERRITOIRE DE BELFORT	17 282 €	3 339 €	20 621 €
ESSONNE	256 416 €	49 539 €	305 955 €
HAUTS-DE-SEINE	232 703 €	44 958 €	277 662 €
SEINE-SAINT-DENIS	267 937 €	51 765 €	319 702 €
VAL-DE-MARNE	200 953 €	38 824 €	239 777 €
VAL-D'OISE	319 113 €	61 652 €	380 766 €
GUADELOUPE	14 201 €	2 744 €	16 944 €
MARTINIQUE	14 469 €	2 795 €	17 264 €
GUYANE	24 114 €	4 659 €	28 773 €
RÉUNION	21 301 €	4 115 €	25 416 €
<i>TOTAL</i>	<i>14 350 582 €</i>	<i>2 772 524 €</i>	<i>17 123 106 €</i>